

2^{EME} PARTIE : FORMULAIRE DE DEMANDE

FORMULAIRE ICH-09

Demande d'accréditation d'une organisation non gouvernementale pour assurer des fonctions consultatives auprès du Comité
1. Nom de l'organisation : Società Geografica Italiana ONLUS
2. Adresse de l'organisation : Vialla Celimontana Via della Navicella 12 00184 Roma - Italia tel +39 06 7008279 fax +39 06 77079518 presidenza@societageografica.it segreteria@societageografica.it http://www.societageografica.it/
3. Pays où l'organisation est active : <input checked="" type="checkbox"/> national <input checked="" type="checkbox"/> international (veuillez préciser :) <input checked="" type="checkbox"/> dans le monde entier <input type="checkbox"/> Afrique <input type="checkbox"/> États arabes <input type="checkbox"/> Asie & Pacifique <input type="checkbox"/> Europe & Amérique du Nord <input type="checkbox"/> Amérique latine & Caraïbes Veuillez énumérer le/les principal(aux) pays où elle est active:
4. Date de sa création ou durée approximative de son existence: 1867

5. Objectifs de l'organisation :

350 mots maximum

La Société Géographique Italienne (SGI) est une organisation à but non lucratif d'utilité sociale (Onlus).

Dans le domaine de la sauvegarde du patrimoine immatériel, étant l'objet des études géographiques et géopolitiques, la SIG a pour objectifs:

- de rendre plus accessible un important capital documentaire conservé dans ses archives (sur les coutumes, les traditions, les langages, les arts vivants, les événements rituels, l'artisanat traditionnel des anciens peuples dans les différentes zones géographiques), ce qui représente une énorme contribution à la connaissance et à l'identification des éléments qui seront proposés pour être reconnus patrimoine culturel immatériel de l'humanité (Réf. 6.c et Annexe 1);
- d'organiser des débats, des conférences, des expositions, des événements sur le thème du patrimoine culturel immatériel (Réf. Annexe 2);
- de promouvoir et/ou participer à des activités de coopération dans le domaine du patrimoine immatériel, notamment par le biais de contacts directs avec les communautés qui s'en occupent.

6. Activités de l'organisation en matière de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel

6.a. Domaine(s) où l'organisation est active :

- traditions et expressions orales
- arts du spectacle
- pratiques sociales, rituels et événements festifs
- connaissances et pratiques concernant la nature et l'univers
- savoir-faire liés à l'artisanat traditionnel
- autres domaines – veuillez préciser :

6.b. Principales activités de sauvegarde dans lesquelles l'organisation est impliquée :

- identification, documentation, recherche (y compris le travail d'inventaire)
- préservation, protection
- promotion, mise en valeur
- transmission, éducation formelle et non formelle
- revitalisation
- autres mesures de sauvegarde – veuillez préciser :

6.c. Description des activités de l'organisation :

750 mots maximum

La SGI peut compter sur 973 membres avec un haut niveau de professionnalisme et de compétences de différents types des experts, des professeurs universitaires, des étudiants universitaires et des chercheurs, y compris celles relatives au patrimoine immatériel. La contribution continue des partenaires dans le domaine du patrimoine immatériel est constituée par des études, des recherches et des activités de coopération et de divulgation.

La SIG possède un patrimoine culturel d'une valeur inestimable qu'elle valorise. Parmi les nombreux documents, on cite par exemple les anciens dossiers concernant les activités sociales déjà incluses dans la liste de l'UNESCO sur le patrimoine immatériel: les anciennes danses du Cambodge, la Wapitxâna (Wajapi) au Brésil, le Festival Kunchi à Nagasaki et le Festival des Lanternes à Yokohama au Japon, la Danse des magiciens/sorciers au Zimbabwe et les coutumes d'Akka Pygmées en République centrafricaine.

En outre, la SIG conserve et diffuse la connaissance de beaucoup d'autres activités sociales anciennes encore en usage qui pourraient être incluses dans la liste (des exemples sont donnés dans l'Annexe 1).

Par conséquent, la SIG est active dans le domaine des activités sociales à travers:

- l'organisation de conférences, débats, événements et expositions visant à contribuer à la connaissance du patrimoine culturel immatériel;
- la divulgation de l'énorme capital documentaire (photographies, films, textes et divers documents historiques), concernant le patrimoine immatériel conservé dans ses archives, visant à promouvoir la sensibilisation de la valeur culturelle et traditionnelle de tel patrimoine, à l'intérieur et l'extérieur des communautés qui l'accueillent;
- la diffusion de la connaissance du patrimoine immatériel à travers le «Bulletin de la Société Géographique Italienne» qui est une revue publiée chaque quatre mois, mais aussi à travers d'autres supports de presse: une série de monographies "SIG", lieux de confluence des résultats de la recherche, et d'autres publications, y compris le Rapport annuel de la "SIG".

Souvent ces activités se traduisent en coopération internationale et l'établissement de contacts avec les communautés qui pratiquent le patrimoine immatériel (Réf. art.7).

7. Ses expériences de coopération avec les communautés, les groupes et les praticiens du patrimoine culturel immatériel :

350 mots maximum

La plupart des expériences de SIG se base sur la coopération. Le patrimoine photographique et documentaire est constamment mis à disposition des projets et des programmes impliquant les institutions nationales et internationales.

Presque toutes les expériences mentionnées dans l'annexe 2 ont été menées en coopération avec des organisations et institutions souvent provenant d'autres pays.

L'accord entre le CAMS de Pérouse et l'Autorité de l'Éthiopie est un exemple d'une importante et récente expérience de coopération, laquelle a créé un projet pour la modernisation d'une école à Lét Marefià en l'Éthiopie, à laquelle s'ajoute un centre sur la biodiversité. Les actions de l'organisation sont fondées sur des études préliminaires qui ont pris en considération les traditions et les cultures des peuples natifs, mais aussi sur la base de documents de propriété de la SIG. Cette expérience permet de prendre contact avec certaines communautés locales qui pratiquent encore les anciens métiers et coutumes, comme le tissage des traditionnels tapis des cérémonies religieuses.

En plus, la SIG est active aussi dans une coopération internationale sur les thèmes sociogéographiques relatifs à la situation du territoire de la Havane, en particulier en ce qui concerne l'évolution du paysage et des cultures populaires.

Le SGI a aussi des accords-cadres avec:

- le Ministère des affaires étrangères, pour les coopérations concernant les transformations culturelles (patrimoine soit matériel soit immatériel) et dans le champ de l'évolution du paysage et des traditions culturelles;
- le Ministère pour les Biens et les Activités Culturels, pour les activités de coopération concernant le patrimoine culturel matériel et immatériel.

8. Documentation sur les capacités opérationnelles de l'organisation :

Veillez décrire en détail les capacités opérationnelles de l'organisation à l'aide des documents appropriés, comme énoncé au paragraphe 94 des Directives opérationnelles.

8.a. Membres et personnel :

Veillez présenter les pièces justificatives.

8.b. Personnalité juridique reconnue :

Veillez présenter les pièces justificatives.

8.c. Durée d'existence et activités :

Veillez présenter les pièces justificatives.

9. Personne à contacter pour la correspondance :

President prof. Franco Salvatori

10. Signature :



Annexe 1 8.a. Membres et personnel

Personnel permanent (rétribué en CDI) :

Cristina Titta Ferrante – secrétariat
Claudio Castellaneta – bureau technique
Laura Dolci – administration
Elvira Fazio – administration
Lina Vitale – directeur de la bibliothèque
Marina Scionti – directeur adjoint de la bibliothèque
Sandra Dolci – bibliothécaire
Aurora Di Staso – secrétariat de la photothèque

Personnel bénévole:

Maria Mancini – direction archives photographiques
Margherita Martelli – direction de l'archive historiques
Simone Bozzato – Secrétaire Générale et activités de coopération Internationale
Claudio Cerreti – directeur du « Bollettino » et activités de coopération Internationale
Elodia Rossi – ingénierie des projets et activités de coopération Internationale
Luisa Carbone – Bureau sociétaire
Pierluigi Magistri - Bureau sociétaire
Riccardo Morri - Bureau sociétaire

Président : prof. Franco Salvatori - Università di Roma "Tor Vergata"

Vice-présidents : prof. Sergio Conti - Università di Torino
prof. Ernesto Mazzetti - Università di Napoli "Federico II"

Conseillers : prof. Filippo Bencardino - Università del Sannio
prof. Giuseppe Campione - Università di Messina
prof. Claudio Cerreti - "Sapienza"Università di Roma
prof. Tullio D'Aponte - Università di Napoli "Federico II"
prof. Paolo Roberto Federici - Università di Pisa
prof. Elio Manzi - Università di Palermo
prof. Maria Mautone - Università di Napoli "Federico II"
prof. Franca Miani - Università di Parma
prof. Paola Morelli - "Sapienza"Università di Roma
prof. Maria Paola Pagnini - Università di Trieste
prof. Vittorio Ruggiero - Università di Catania
prof. Isabella Zedda - Università di Cagliari

prof. Maria Chiara Zerbi - Università di Milano
dott. Armida Batori – en représentation del Ministero per i Beni e le Attività Culturali
arch. Andrea Cantile - en représentation del Ministero della Difesa

Contrôleurs des comptes (effectifs et suppléants) : dott. Enza Andreini (effectif)
dott. Osvaldo Avallone (effectif)
prof. Flavia Cristaldi (effectif)
dott. Franco Pelliccioni (effectif)
prof. Francesco Zaccaria (effectif)
dott. Alessandro Moretti (suppléant)

Bureau sociétaire : dott. Simone Bozzato
prof. Maria Mancini
dott. Luisa Carbone
dott. Margherita Martelli
dott. Riccardo Morri
dott. Pierluigi Magistri

Nombre des associées: 1026 + 3 associations

FRANCESCO TACOVENE
NOTAIO IN ROMA
Via dei Baullari n. 4
tel. 65.69.580 - 65.48.496



Societa Geografica Italiana
Adunanza Generale dei Soci Promotori
tenuta nella Sala del Buon Umore il 12 Maggio 1867

Giusta l'avviso piu volte inserito nel giornale il
Diritto i promotori della Societa Geografica Italiana si
congregarono il giorno 12 Maggio ad un'ora pomeridiana
nella sala del Buonumore, Via S. Maria Soli, N. 50, ma
a loro disposizione dal ministro della pubblica istruzione
il quale nella lettera di convocazione della sala stessa
si esprimeva in modo formamente favorevole
all'istituzione dei promotori.

Prendeva primo la parola il commendatore Nardi
dichiarando che nella mancanza di un presidente eletto
per non essere ancora costituita la Societa, egli si
dovva di soddisfare al suo debito, prendendo atto dalla
zione dell'assemblea, coll'informare i proprii soci
che egli stesso e gli amici suoi avevano operato per
eseguire il mandato loro conferito in un'adunanza
di molti promotori, all'effetto di iniziare quella
formazione della Societa che era nel voto di tutti.

Esposo il commendatore Nardi che l'idea
di fondare una Societa geografica in Italia era
antica e non recente, che tale oggetto era stato
perduto e anteriore alla formazione della Societa
esistente in Europa e fuori, che gia da oltre tre
anni questa istituzione era stata tentata dal Cav.
Bonomaffi e fu vagheggiata in vari congressi scien-
tifici.

Le condizioni politiche d'allora furono di o-
colo, mentre le condizioni politiche l'idea riprese
e piu forte favoriti.



Segretario Antonini

Manly

Coll'acquisto di Venezia, restò l'Italia tutta
sua membra quasi affatto completa, molti desidero
però simultanea, a raccogliere perfino per costi-
tuirsi in Società.

Narra il Cav. Segri l'opera lodovola del
professor Percebo a Torino, del Quatore Torelli
in Firenze, del Sig. De Luca a Napoli, e come
ogni fosse incaricato dal Comm. Correnti, allora
ministro della pubblica istruzione, di agire allo
scopo cui tutti in luoghi diversi intendevano.

Era d'oviente utilità che le forze intel-
lettuali e materiali non restassero disgregate. Si pose
Purque studio all'unificazione, per ridurre ad
un centro comune le varie aggregazioni. Si
inventò buon volere e tendenza a scopo comune
Si formò uno Statuto che molti promotori in
speciali adunanze approvarono, come base a base
costituita giuridica alla Società, che avrebbe poi ma-
nifestato il meglio coll'associazioni dei nomi di tutti
e della esistenza dei fatti.

Quel progetto di Statuto venne discusso, ed al
loro in poi le adesioni si moltiplicarono per ogni
parte, così che nel momento attuale i promotori
già salivano a ventisei, e quattro, dei quali
taluno aveva scritto per una somma quintupla
del minimum stabilito nello Statuto, altri inviata
la somma quadrupla, e altri dichiarati d'
aderirsi come socio perpetuo.

Questo concetto rapidamente crescente, mostrava
il favore generale in pace, e le numerose lettere
arrivate allo stesso commendatore Segri e ad al-
tri suoi amici, passavano l'impazienza che.

10

gl'indugi si sommersero e la Società si firmasse.
Novero argomento accorse nel favore questuale
anche da Mastro Maureri al nostro intercedimento,
fra i promotori scrivevasi un membro della
Società asiatica del Bengala e G. Gaudart - Artista che
nobilita signore esigiamo; i due distinti circoventori,
i Sig. Marchese Cantinori ed E. M. Perelli già più
sentavano a nostro esame due lavori di somma
importanza, l'uno sulla Palestina, l'altro sulla
Siam.

Continuava il Comm. Chiaro: essere ben giusta
l'impressione di certi punti discussa: la vita
della Società, egli diceva, sta nelle regole più che
negli statuti; fare, consigliare, la scelta della
sede, a loro affare le successorie, un'uscita nel rispetto
raramente dello statuto, intanto per approvare e
si univa il consiglio accento la facoltà di dare
vigore alla Società in iscritta.

I numerosi promotori, proposti a guardavano
in massima la popolazione del Comm. Chiaro; faceva
si però da alcuno il giusto rimando che sarebbe
ben difficile il procedere subito alla scelta del consiglio
mentre non erano ben note a tutti le singole persone
che da pochi giorni avevano fatto ingresso.

Ed allora il Socio Ingegnere Massimi propose il
seguente ordine del giorno

« La Società geografica Italiana si dichiara costituita
e nomina un ufficio di presidenza composto di sette mem-
bri cioè di un presidente, di un sotto-presidente, e
di cinque consiglieri, al quale ufficio sono attribuite tutte
le facoltà concesse dallo Statuto al Consiglio Direttivo con
sua definitivamente scelta al principio d'ottobre 1847. eg. »



in allora l'attuale ufficio di presidenza.

L'ordine del giorno Maraini venne dall'assemblea accolto ad unanimità, ed in allora il Comm. Segri (che l'assemblea aveva invitato a presiedere l'attuale seduta unitamente al segretario Marchese G. Mastino Umanati), fece procedere alla elezione dell'ufficio presidenziale.

Presentate le schede, e fattasi la scrutinazione, l'ufficio presidenziale risultò come segue:

Presidente Comm. Cristoforo Segri

Vice-Presidente Conte Miniscalchi Euzze, senatore.

Consiglieri Senatore Pasini Lodovico - Deputato Inge-

gnere Ludovico - G. B. Sob. Beauvart - Marc. Giannas-

tino Oronati - Marc. Orazio Continori.

Compiaciuta il Comm. Segri: diceva che per quanto potrebbe, egli sarebbe pronto ad iniziare una Società, che potrebbe essere madre feconda di altre e darebbe per sé inestimabili effetti di somma utilità.

Essendo così nelle cose sue deliberato fin ora la mancanza di privata iniziativa per gli studii in Italia: avere anzi trafitto l'Italia di feste simposi: avere mostrate nello specchio i suoi testi, avere posta al confronto delle altre nazioni, avere certe pronunziate parole di agio in voce, avere alla patria, per civile alla fiorentina, forse tagliate i panni a misura: erano impetuosi ma santi desideri del meglio! Così voi si ammirate: e ora innanzi aveva l'Italia come l'Inghilterra, come la Germania una libera colonia scientifica, che l'animo di coloro fatalmente congiunta, attivava gli studii in questo paese ove la civiltà tre volte rivoltata, tre volte rigovernata, in questo paese forse il più bello che sia allagato dal sorriso del sole. E l'Italiano uscito da servitù catena, più non aspettava che il giorno,



come nei tempi del servaggio politico, ogni via è in
zione, ogni mezzo per ego disprezzi, ammorbidite e misfatti
anche gli italiani avranno i loro annessi, non ricor-
vanti, ma sulla sua loro!

Intanto, tali concludeva, se vi ringrazio in mio
nome, e posso ben dire in nome di tutti; sendo per
già a quanto operarono per la Società, al passato
ed all'attuale ministro dell'istruzione pubblica, al
Senatore Perilli, a chi dispone in modo favorevole
e si presentò per le nostre pubblicazioni, ed ai vari
si Sign. Pierotti ed Antinori, i quali ed unione alla
la nostra Società dal suo primo apparire si presentò
vigore e non in parte, e procederà fra le imprese
di glorioso diritto e non di favore il suo posto, quale si
conviene alla Società, di una nazione che il mondo
forzato a rispettare e tenere, anche quando in la
terra dei morti.

L'adunanza fu scelta all'ora h. rinvenendosi
in seduta privata i membri del vero ufficio di
Elenco dei Soci Fondatori

- | | | | | |
|----|-----------------------------|----|--------------------------|------------------|
| 1 | Abignente Prof. Filippo | 13 | Arese Conte Francesco | Senatore |
| 2 | Antonini Cav. Guglielmo | 14 | Amadori Gajzavizza | Conte Carlo |
| 3 | Albizzati Marc. Vittorio | 15 | Arzuffi Cav. Enrico | |
| 4 | Alfieri Marc. Carlo | 16 | Arivabene Conte Giovanni | Senatore |
| 5 | Altrocchi Domenico | 17 | Baldi Prof. Eugenio | |
| 6 | Andersson Ing. Gustavo | 18 | Bevasi Giovanni | Statista |
| 7 | Angelini Enrico | 19 | Bellini Gualdo | Giudice |
| 8 | Annunziotti Conte Francesco | 20 | Berchet Guglielmo | |
| 9 | Antinori Marc. Eugenio | 21 | Berti Cav. Giovanni | Prof. di Scienze |
| 10 | Antinori Marc. Raffaello | 22 | Borsella Antonio | Senatore |
| 11 | Arionati Marc. Giannastasio | 23 | Bosticchi Giuseppe | Prof. di Lettere |
| 12 | Arionati Marc. Giuseppe | 24 | Bostoni Cesare | |





- | | | | |
|-----|--------------------------|-----|--------|
| 89 | La. Martini Gio. Alfonso | 122 | |
| 90 | Lancutoux Fortunato | 123 | |
| 91 | Lampertico Felice | 124 | |
| 92 | Lanti Eug. Giuseppe | 125 | |
| 93 | Lattis Giuliano | 126 | |
| 94 | Leoni Adriano | 127 | |
| 95 | Leopardi Paolo | 128 | |
| 96 | Lessona Prof. Michele | 129 | |
| 97 | Liguori Prof. Giacomo | 130 | |
| 98 | Lombardi Carlo | 131 | |
| 99 | Lombardi Mauro | 132 | |
| 100 | Longhi Cav. | 133 | |
| 101 | Lorenzini | 134 | |
| 102 | Lorenzini Cav. | 135 | |
| 103 | Lorenzini Prof. | 136 | |
| 104 | Lorenzini | 137 | |
| 105 | Lorenzini | 138 | |
| 106 | Lorenzini Prof. | 139 | |
| 107 | Lorenzini | 140 | |
| 108 | Lorenzini Cav. | 141 | |
| 109 | Lorenzini Prof. | 142 | |
| 110 | Lorenzini Prof. | 143 | |
| 111 | Lorenzini | 144 | |
| 112 | Lorenzini | 145 | |
| 113 | Lorenzini | 146 | |
| 114 | Lorenzini | 147 | |
| 115 | Lorenzini Cav. | 148 | |
| 116 | Lorenzini Prof. | 149 | |
| 117 | Lorenzini | 150 | |
| 118 | Lorenzini | 151 | |
| 119 | Lorenzini Cav. | 152 | |
| 120 | Lorenzini Prof. | 153 | |
| 121 | Lorenzini | 154 | |



... ..

155	Venier Conte Giovanni	159	Vollaro Cav. Ivesio	Deputato	
+	156	Verasio Castiglione Conte Francesco	161	Yacub-Artini Bey	
157	Villa Besnuc Angelo	Deputato	162	Zamberletti Angelo	
158	Visconti Venosta	Deputato	163	Zonadarsi Filippo	Abate. Benemerito
159	Vivante Cav. Felice				

C. di... ff. di...
 Regi Cristoforo

Numero del Repertorio 22959

Io sottoscritto Dott. Gianfranco Iacovone, Notaio in Roma, con studio in Via dei Baullari n.4, iscritto presso il Collegio Notarile dei Distretti Riuniti di Roma, Velletri e Civitavecchia

c e r t i f i c o

che quanto sopra è stato estratto dalle pagine 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7 e 8 del Libro PROCESSI VERBALI dal 12 maggio 1867 al 2 dicembre 1868 della "Società Geografica Italiana" con sede in Roma, Via della Navicella n.12 (codice fiscale n.01588020584).

Roma, diciassette dicembre millenovecentottantasette.

[Handwritten signature]





Prefettura di Roma
Ufficio Territoriale del Governo

UFFICIO REGISTRO PERSONE GIURIDICHE

ESAMINATI IL REGISTRO DELLE PERSONE GIURIDICHE E GLI ATTI RELATIVI
DEPOSITATI PRESSO QUESTO UFFICIO

CERTIFICA

CHE L'ENTE SOCIETA' GEOGRAFICA ITALIANA - ONLUS

CON SEDE IN ROMA,
VIA DELLA NAVICELLA 12

E' ISCRITTO NEL REGISTRO DELLE PERSONE GIURIDICHE TENUTO PRESSO
QUESTO UFFICIO TERRITORIALE DEL GOVERNO AL **N. 7/1995**

CHE IL LEGALE RAPPRESENTANTE E' SALVATORI FRANCO

NATO A TAGLIACOZZO (AQ)

IL 22.12.1948

**SI RILASCIA A RICHIESTA DELL'INTERESSATO PER GLI USI
CONSENTITI DALLA LEGGE**

Roma, **21 LUG. 2008**



IL FUNZIONARIO
(Dr.ssa Parisi)



RACCOMANDATA A.R.

TASSA A CARICO DEL
DESTINATARIO, AI SENSI
DELL'ART. 54 DEL D.P.R.
29 MARZO, 1973 N. 156

Ministero dell'Ambiente

SERVIZIO DI COLLABORAZIONE AL FUNZIONAMENTO
DEGLI ORGANI DI ALTA CONSULENZA DEL MINISTERO

IL DIRIGENTE GENERALE

Sede, 25 MAG. 1994

prot.n. 967 /SCOC/94

SOCIETÀ GEOGRAFICA ITALIANA
Prot. n. 669/94
Data 31-05-94
Categ. Am. Ambiente Legge 349/86

"Società Geografica Italiana"

Via della Navicella n. 12

00184 ROMA

OGGETTO: Riconoscimento delle finalità di protezione ambientale ai sensi dell'art. 13 della legge n. 349/86. Notifica provvedimento.

Si comunica che l'On.le Sig. Ministro con proprio decreto prot.n. 58/SCOC/94 emesso in data 29 marzo 1994 (registrato alla Corte dei conti il 5/5/1994 -Reg.n. 1, fgl.n. 19-), ha individuato codesta Associazione tra le "Associazioni di protezione ambientale" di cui all'art. 13 della legge 8/7/1986, n. 349.

Nel trasmettere, pertanto, copia conforme del predetto provvedimento, si saluta.

IL DIRIGENTE GENERALE

Dott. Sergio Basile



UFFICIO DI CONTROLLO

Atti Ministero dell'Ambiente

N. prot. N.

21 APR. 1994

del



Ministro dell'Ambiente

VISTA la legge 8 luglio 1986, n. 349, ed in particolare l'art. 13 che prevede il procedimento di individuazione delle Associazioni di protezione ambientale, previa acquisizione del parere del Consiglio Nazionale per l'Ambiente;

VISTO il D.P.R. 19 giugno 1987, n. 306 concernente il Regolamento di organizzazione del Ministero dell'Ambiente;

VISTO il Decreto del Ministro dell'Ambiente n. 11/SCOC/93 del 16 marzo 1993, registrato alla Corte dei conti il 14 maggio 1993, Reg.n. 1, Min.Amb. fgl.n. 301, e successive modificazioni, con il quale si è provveduto alla nomina dei Componenti del Consiglio Nazionale per l'Ambiente per il corrente triennio 1993/95;

VISTO il D.M. n. 17/SCOC/93 del 22 aprile 1993, e successive modificazioni, con il quale è stato nominato l'Ufficio di Presidenza del predetto Consiglio;

CONSIDERATO che il Consiglio Nazionale per l'Ambiente nella riunione del 13 luglio 1993 ha conferito mandato al proprio Ufficio di Presidenza di compiere una valutazione istruttoria delle istanze presentate ai sensi dell'art. 13 della legge n. 349/86, con il compito poi di relazionare in merito allo stesso Consiglio;

VISTO il D.M. del 4 settembre 1989 con il quale veniva rigettata l'istanza proposta in data 15 luglio 1988 dalla Associazione denominata "Società Geografica Italiana" per il riconoscimento quale "associazione di protezione ambientale" ai sensi del citato art. 13 della legge n. 349/86;

VISTA l'ulteriore istanza presentata in data 25 gennaio 1993 dalla predetta Associazione anche in relazione a intervenute modifiche statutarie;

VISTA la relativa documentazione prodotta a sostegno trasmessa con note del 24/6/1993 e 29/7/1993;

VISTO il verbale della riunione tenuta dal predetto Ufficio di Presidenza il 7 settembre 1993 con il quale è stato espresso parere favorevole ritenendo che le intervenute modifiche statutarie e la conseguente attività ambientalista documentata dall'Associazione rendono ormai superati i rilievi posti con l'avanti citato decreto di reiezione;

VISTO il parere favorevole in merito alla citata istanza espresso ai sensi del citato art. 13 della legge n. 349/86 dal Consiglio Nazionale per l'Ambiente nella riunione del 26 gennaio 1994, recependo l'analoga indicazione formulata dal proprio Ufficio di Presidenza e facendo integralmente proprie le motivazioni dallo stesso Ufficio espresse;

RITENUTO di adeguarsi al predetto parere,

DECRETA

L'Associazione denominata "Società Geografica Italiana", con sede in Roma, Via della Navicella n. 12, è individuata tra le Associazioni di protezione ambientale ai sensi e per gli effetti dell'art. 13 della legge 8 luglio 1986, n. 349.

Il presente decreto sarà trasmesso agli Organi di controllo per gli adempimenti di competenza e quindi notificato alla Associazione.

Il presente Decreto sarà pubblicato per estratto sulla Gazzetta Ufficiale della Repubblica Italiana ai sensi dell'art. 14 della legge 8 luglio 1986, n. 349.

Roma, 29 MAR. 1994

IL MINISTRO

V. Veltroni

MINISTERO DEL TESORO

Regione Generale dello Stato

RAGIONE A CENTRALE

presso il Ministero dell'Ambiente

VISTO SENZA INFEGNO

N. 304 Eserc. 19 94

Addi 15-4-94

IL DIRETTORE

IL PRIMO DIRIGENTE



MIPAR Copia Conforme

oml ep

SOCIETÀ GEOGRAFICA ITALIANA

ONLUS

STATUTO

(Assunto con delibera della Adunanza Generale Straordinaria dei Soci in data 29.11.2006; iscritto al Registro delle Persone Giuridiche dalla Prefettura di Roma - Ufficio Territoriale del Governo - come da comunicazione del 19.06.2007, prot. n° 33586/562/2007, Area IV URPG. - Assunto con delibera della Adunanza Generale Straordinaria dei Soci in data 20/11/2006).

Art. 1

La Società Geografica Italiana ONLUS non persegue fini di lucro, ha esclusiva finalità di solidarietà sociale e per scopo il progresso delle scienze e conoscenze geografiche, e per esso:

a) promuove e favorisce il progresso degli studi geografici con particolare riguardo alla conoscenza del territorio, paesaggio ed ambiente, e alla salvaguardia dei beni culturali, ambientali e paesaggistici. Inoltre promuove la diffusione in Italia di una cultura geografica facendosi iniziatrice, per questo scopo, di pubbliche riunioni, conferenze, escursioni, viaggi di studio, proiezioni, convegni, tavole rotonde, ecc.;

b) promuove e favorisce ogni studio specialmente diretto alla conoscenza del territorio nazionale e di tutte le altre regioni della Terra, specialmente quelle con le quali più stretti sono, o possono divenire, i rapporti economici, culturali e politici dell'Italia e dell'Europa;

c) incrementa la Biblioteca e la Cartoteca nelle quali si adunino e si conservino i principali periodici e le principali pubblicazioni di carattere e di interesse geografico, realizzando un servizio di documentazione scientifica in campo geografico e cartografico;

d) pubblica e distribuisce ai propri Soci un Bollettino comprendente scritti originali e un ampio notiziario di fatti e di pubblicazioni comunque interessanti il progresso della geografia e delle conoscenze geografiche; può pubblicare anche opere di carattere monografico, siano queste memorie scientifiche come resoconti di viaggio e di missioni, ecc.;

e) mantiene rapporti con le altre Società Geografiche e altri sodalizi geografici, sia italiani sia stranieri, con altri Enti culturali nazionali e internazionali, e con gli organismi di ricerca della Pubblica Amministrazione con particolare riguardo a quelli che perseguono finalità scientifiche in campo geografico, quali l'Istituto Geografico Militare, l'Istituto Idrografico della Marina, ecc., con i quali potrà tenere rapporti di collaborazione e coordinare la propria attività, mediante appositi accordi;

f) conferisce attestazioni di benemerita. È impedito espressamente lo svolgimento di attività diverse da quelle tipiche delle ONLUS, ad eccezione di quelle ad esse direttamente connesse.

Art. 2

La Società Geografica Italiana ha sede in Roma, con facoltà al Consiglio direttivo di nominare fiduciari regionali e subregionali, definendone i compiti, relativi soprattutto ai rapporti fra la sede e i Soci altrove residenti e alla divulgazione delle attività svolte dal Sodalizio, e le eventuali incompatibilità.

Art. 3

La Società è costituita di Soci effettivi, Soci familiari, Soci corrispondenti e Soci d'onore. Possono essere Soci di tutte le categorie sopra indicate anche cittadini stranieri.

È esclusa espressamente la temporaneità del rapporto associativo

Art. 4

I Soci effettivi e i Soci familiari versano quote annuali, secondo le modalità prescritte dal

Regolamento. I soli Soci effettivi possono, peraltro, assumere la qualifica di vitalizi versando una tantum la quota appositamente determinata.

Art. 5

Tutti i Soci in regola con il versamento delle quote sociali, se dovute, hanno diritto a votare per le elezioni dei componenti il Consiglio direttivo e il Collegio dei revisori dei conti. I Soci familiari possono votare, ma non sono eleggibili

Art. 6

Possono essere nominati dall'Adunanza generale dei Soci, su proposta del Consiglio direttivo, Soci d'onore persone che abbiano particolarmente contribuito al progresso della geografia.

Possono essere nominati, con le stesse modalità, Soci corrispondenti quelle persone che esercitano normalmente la loro attività nel campo degli studi geografici ed abbiano acquistato particolari benemerienze rispetto alla Società.

Art. 7

Il patrimonio della Società è costituito:

- a) dai beni mobili e immobili di proprietà;
- b) da contribuzioni, donazioni, lasciti, sovvenzioni da parte di persone fisiche o Enti, elargiti con la specifica destinazione di incrementare il patrimonio;
- c) da eccedenze di bilancio se destinate ad incrementare il patrimonio;
- d) delle quote versate dai Soci a vita..

Art. 8

Per il raggiungimento dei propri scopi la Società dispone:

- a) delle quote sociali;
- b) delle oblazioni volontarie dei soci;
- c) di sovvenzioni e contributi elargiti da privati o Enti;
- d) dei proventi delle iniziative promosse dalla Società;
- e) da cessione a terzi di pubblicazioni della Società o, comunque, di proprietà della Società;
- f) dei proventi del patrimonio

Art. 9

Il patrimonio finanziario della Società deve essere investito in titoli di Stato o garantiti dallo Stato o da enti pubblici, salvo le normali disponibilità finanziarie che devono essere depositate ad interesse presso Istituti di credito di rilievo nazionale. Gli utili o gli avanzi di gestione sono impiegati unicamente per la realizzazione delle attività istituzionali e di quelle ad esse direttamente connesse. Non possono essere distribuiti, anche in modo indiretto, utili e avanzi di gestione nonché fondi, riserve o capitale, a meno che la destinazione o la distribuzione non siano imposte per legge o siano effettuate a favore di altre organizzazioni non lucrative di utilità sociale che per legge, statuto o regolamento fanno parte della medesima ed unitaria struttura.

Art. 10

Sono organi della Società:

- il Presidente;
- il Consiglio direttivo;
- l'Adunanza Generale dei Soci;
- il Collegio dei Revisori dei Conti.

Art. 11

Il Presidente sovrintende all'attività della Società e in tale qualità:

- a) rappresenta la Società in tutti gli atti civili e giudiziari e nei rapporti tanto con i Soci quanto con terzi e con le autorità;
- b) convoca e presiede il Consiglio direttivo e dispone per le Adunanze dei Soci;
- c) formula l'ordine del giorno per le sedute del Consiglio e per le Adunanze generali dei Soci;
- d) stipula i contratti, firma la corrispondenza (tranne, eventualmente, per ciò che egli può delegare) e gli Atti della Società;
- e) cura che sia dato corso alle deliberazioni del Consiglio;
- f) vigila sull'osservanza dello Statuto e del Regolamento sociale;
- g) propone al Consiglio gli atti ordinari e straordinari riguardanti il contratto di lavoro del personale;
- h) ha facoltà di deliberare in caso di necessità o urgenza informandone il Consiglio direttivo nella prima riunione successiva;
- i) dispone quanto altro occorra per l'ordinario funzionamento della Società.

Art. 12

In caso di temporaneo impedimento del Presidente, le sue funzioni sono assunte a tutti gli effetti dal vicepresidente più anziano di carica. Qualora il Presidente, per qualsiasi motivo, venga a cessare dal suo ufficio, il Consiglio direttivo, constatata la cessazione, designa, possibilmente nella persona del vicepresidente più anziano di carica, un reggente della Presidenza e contemporaneamente indice l'Adunanza Generale dei Soci per l'elezione del nuovo Presidente, da tenersi entro 60 giorni.

Art. 13

Chi per più di un mandato abbia svolto le funzioni di Presidente può essere nominato dall'Adunanza Generale Ordinaria dei Soci Presidente emerito, con diritto di prendere parte alle sedute del Consiglio direttivo senza voto deliberativo.

Art. 14

La Società è retta da un Consiglio direttivo, composto dal Presidente, due vicepresidenti e dodici consiglieri. Uno dei vicepresidenti e almeno cinque dei consiglieri sono scelti tra rappresentanti ufficiali della geografia nell'insegnamento universitario. Il Consiglio direttivo, su proposta motivata del Presidente e con il voto favorevole di due terzi dei membri eletti, può cooptare, per la durata del proprio mandato, fino a due ulteriori membri.

Art. 15

I Ministeri e altri Enti che contribuiscano al bilancio di esercizio della Società con propri contributi possono designare un loro rappresentante ad assistere alle riunioni del Consiglio direttivo, con voto consultivo. Alle riunioni del Consiglio direttivo possono inoltre essere invitate dal Presidente, di volta in volta, persone la cui partecipazione, a titolo consultivo, sia ritenuta utile per particolari finalità.

Art. 16

Spetta al Consiglio direttivo:

- a) disporre l'attuazione delle deliberazioni prese dalle Adunanze Generali;
- b) formulare il bilancio preventivo e redigere il bilancio consuntivo, da presentare entrambi all'approvazione dei Soci nelle Adunanze Generali ordinarie;
- c) dare disposizioni di massima per le pubblicazioni sociali;
- d) proporre il conferimento delle onorificenze sociali, da sottoporre all'approvazione dell'Adunanza dei Soci;
- e) nominare, anche fra i non soci, il Segretario generale, il Bibliotecario, nonché altro personale e prendere nei loro confronti tutti i provvedimenti necessari, su proposta del Presidente;

- f) designare fra i Soci il Direttore e il Redattore del Bollettino, nonché distribuire fra i consiglieri i necessari incarichi di soprintendere a determinate attività sociali;
 - g) deliberare sulle domande di ammissione a socio e sulla eventuale radiazione di Soci morosi;
 - h) deliberare circa tutti gli altri provvedimenti che siano ritenuti utili al conseguimento dei fini sociali;
 - i) proporre il Regolamento sociale che assicuri, tra l'altro, l'uniformità del rapporto associativo e delle relative modalità associative, volte a garantirne l'effettività.
- Lo stesso Regolamento può prevedere incompatibilità e limiti temporali di mandato per i componenti degli organi elettivi.

Art. 17

Perché le riunioni del Consiglio siano dichiarate valide occorre la presenza di almeno la metà dei suoi componenti, compreso in tal numero il Presidente o chi ne esercita la funzione. Le deliberazioni sono adottate a maggioranza di voti. In caso di parità prevale il voto di chi presiede.

Art. 18

L'Adunanza Generale dei Soci è costituita da tutte le categorie dei Soci ed ha tutti i poteri di ordinaria e straordinaria amministrazione.

Art. 19

La Presidenza deve convocare annualmente due Adunanze Generali ordinarie, la prima entro il mese di marzo, la seconda entro quello di novembre. Ove occorra sono convocate in stretta successione di tempo una Adunanza ordinaria e una Adunanza straordinaria di cui al successivo art. 21. In ogni caso nella prima Adunanza ordinaria si dovrà procedere:

- a) all'esame e approvazione della relazione del Presidente sull'attività svolta dalla Società nell'anno precedente;
- b) all'esame e approvazione del bilancio sociale consuntivo relativo all'anno precedente, dopo sentita la relazione del Collegio dei Revisori dei Conti;
- c) all'esame e approvazione di eventuali proposte di modifiche del Regolamento sociale;
- d) all'eventuale convalida di onorificenze sociali e di nomine a socio d'onore e corrispondente proposte dal Consiglio;
- e) alla radiazione di Soci resisi indegni di restare a far parte della Società;
- f) ove occorra, alla elezione delle cariche sociali, mediante lo spoglio, nel corso dell'Adunanza, delle schede di votazione pervenute fino al momento in cui essa dichiarata aperta.

Nell'Adunanza ordinaria di novembre si deve provvedere:

- a) all'esame e all'approvazione del programma scientifico della Società per l'anno o per gli anni successivi;
- b) all'esame e all'approvazione del bilancio preventivo per l'anno successivo;
- c) all'eventuale convalida di onorificenze sociali proposte dal Consiglio e per le quali si ravvisi particolare urgenza di assegnazione.

Art. 20

Le proposte presentate da parte di Soci per l'inserimento nell'ordine del giorno delle Adunanze Generali ordinarie devono pervenire alla Presidenza della Società entro i mesi, rispettivamente, di gennaio e di settembre. Qualora le proposte siano presentate da meno del 10% dei soci, il Consiglio direttivo decide circa la loro iscrizione all'ordine del giorno.

Art. 21

Le Adunanze generali straordinarie vengono convocate entro 30 giorni su delibera del Consiglio direttivo che ne fissa l'ordine del giorno, oppure su richiesta scritta presentata da almeno il 10% dei

Soci effettivi aventi diritto al voto. Una copia del bilancio consuntivo e della relazione della Presidenza sull'attività svolta dalla Società nell'anno precedente devono essere trasmesse al Ministero per i Beni e le Attività Culturali, dopo che siano stati approvati dall'Adunanza Generale.

Art. 22

Le Adunanze Generali, sia ordinarie che straordinarie, sono valide in prima convocazione quando intervenga personalmente o per delega almeno la metà dei Soci aventi diritto al voto.

In seconda convocazione, che può avvenire, se non diversamente specificato nell'invito, non prima del giorno successivo, le Adunanze sono valide qualunque sia il numero dei Soci presenti di persona o per delega. A ciascun socio che interviene di persona non possono essere conferite più di tre deleghe.

Le deliberazioni delle Adunanze Generali sono valide se approvate da almeno la metà più uno dei presenti di persona o per delega, salvo il disposto dell'art. 31 per le modifiche allo Statuto.

Art. 23

Al controllo dell'amministrazione della Società è preposto un Collegio dei Revisori dei Conti di cinque membri effettivi e due supplenti. Tre dei membri effettivi e i due supplenti sono eletti dall'Adunanza Generale dei Soci, essendo i restanti due effettivi nominati rispettivamente dal Ministero dei Beni e le Attività Culturali e dal Ministero dell'Economia e delle Finanze.

Il funzionamento del Collegio è stabilito dal regolamento sociale.

Art. 24

Le elezioni del Presidente, dei vicepresidenti, dei consiglieri e dei revisori hanno luogo per scrutinio segreto, anche a mezzo posta, con votazione unica. I risultati delle elezioni, per quanto riguarda il Presidente e i vicepresidenti, devono essere comunicati al Ministero per i Beni e le Attività Culturali e Ambientali, Direzione generale per i Beni Librari e gli Istituti Culturali.

Art. 25

Tutte le cariche sociali indicate nei precedenti articoli sono a titolo gratuito. Il Consiglio direttivo può eventualmente deliberare il rimborso delle spese che i suoi componenti e revisori debbano sostenere per partecipare alle riunioni, ovvero per assolvere a determinati incarichi loro conferiti.

Art. 26

Il Presidente, i vicepresidenti e i consiglieri durano in carica quattro anni e sono rieleggibili.

Qualora un membro del Consiglio direttivo, per qualsiasi motivo, venga a cessare dalla carica, si provvede alla sua sostituzione mediante immissione nella carica del primo dei non eletti e, nel caso, dei susseguenti non eletti. Tuttavia, qualora il Consiglio direttivo, per qualsiasi causa, si riduca a meno di otto componenti occorre provvedere al suo rinnovo totale da effettuarsi, mediante elezione da parte dell'Adunanza Generale (ordinaria o straordinaria se occorre), entro 60 giorni dall'avvenuta riduzione. Nel frattempo, il Presidente, o chi ne esercita le funzioni, si limita a compiere gli atti indispensabili al normale funzionamento della Società.

I revisori dei conti restano parimenti in carica per quattro anni.

Art. 27

I componenti del Consiglio che per tre volte consecutive manchino senza validi motivi alle sedute consiliari decadono dalla carica.

Art. 28

Il Segretario generale, di cui al precedente art. 16, è coadiuvato nelle sue funzioni da un Ufficio sociale e da altro personale, il cui numero e le cui attribuzioni sono stabiliti dal Regolamento e, ove

occorra, da ulteriori deliberazioni del Consiglio. Il Segretario generale dipende direttamente dal Presidente e attende sotto la sua direzione:

- a) alla esecuzione delle deliberazioni della Presidenza e del Consiglio direttivo;
- b) alla redazione della corrispondenza e dei processi verbali delle Adunanze dei Soci e del Consiglio;
- c) alla sorveglianza della regolare tenuta dello schedario dei Soci;
- d) alla sorveglianza della Biblioteca e Cartoteca e di ogni altra struttura nella quale si articola il patrimonio culturale della Società;
- e) alla direzione e vigilanza di tutto il personale.

Art. 29

La durata della Società Geografica Italiana è illimitata.

Il suo scioglimento può essere effettuato dietro deliberazione di almeno tre quarti dei Soci aventi diritto al voto.

In caso di scioglimento della Società, per qualunque causa avvenuto, il patrimonio è devoluto ad altre organizzazioni non lucrative di utilità sociale o ai fini di pubblica utilità, sentito l'organismo di controllo di cui all'art. 3, comma 190, della legge 23 dicembre 1996, n. 662, (istituito con D.P.C.M. del 26 settembre 2000 nella G.U. n. 229 del 30 settembre 2000), salvo diversa destinazione imposta dalla legge.

Art. 30

Per quanto non previsto dal presente Statuto si deve fare riferimento alle leggi vigenti.

Mediante apposito Regolamento sono fissate le modalità generali di funzionamento della Società nelle sue varie attività, nonché quelle per l'assunzione e lo stato giuridico ed economico del personale occorrente per le sue esigenze. Per quanto non previsto dal Regolamento spetta al Consiglio direttivo prendere di volta in volta le necessarie deliberazioni.

Art. 31

Qualora si intenda modificare lo Statuto, in tutto o in parte, il Presidente della Società sottopone le necessarie proposte ad una Adunanza Generale straordinaria dei Soci previa deliberazione del Consiglio direttivo. Tutti i Soci in regola con il versamento delle quote sociali, se dovute, hanno diritto a votare. Le modificazioni proposte devono essere comunicate ai Soci almeno 15 giorni prima della data di convocazione dell'Adunanza Generale alla quale saranno sottoposte. Per l'approvazione occorre il voto dei due terzi dei Soci presenti di persona o per delega all'Adunanza stessa. A questo specifico fine ogni socio può ricevere una sola delega.

Art. 32

Nelle comunicazioni rivolte al pubblico ed in ogni segno distintivo sociale è presente la denominazione "organizzazione non lucrativa di utilità sociale, o l'acronimo "ONLUS".